

**L'hon. M. Sharp:** Comme Votre Honneur n'est pas sans le savoir, nous reprenons demain le débat sur le budget et ce serait là un sujet idéal pour la discussion qui va s'engager à cette occasion.

**L'hon. M. Stanfield:** Sauf le respect que je vous dois, monsieur l'Orateur, je voudrais faire remarquer que je n'attendais pas une longue déclaration de la part du premier ministre suppléant. Je me suis borné à demander si le gouvernement pourrait envisager cette éventualité.

\* \* \*

### LA SITUATION ÉCONOMIQUE

#### LE PROJET DE MAINMISE AMÉRICAINE SUR LA HOME OIL— LES NÉGOCIATIONS ET LES INTENTIONS DU GOUVERNEMENT

**M. T. C. Douglas (Nanaïmo-Cowichan-Les Îles):** Monsieur l'Orateur, en l'absence du ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources qui, de ce temps-ci, semble se dérober à ses obligations lorsqu'il est censé être de service, j'aimerais poser une question au premier ministre suppléant au sujet des négociations en vue de l'achat de la Home Oil Company par l'Ashland Oil Incorporated du Kentucky. Peut-il nous dire si on en est venu à une entente et de quel ordre elle serait?

**L'hon. Mitchell Sharp (premier ministre suppléant):** Veuillez m'excuser, monsieur l'Orateur. L'honorable député voudrait-il reposer sa question?

**M. Douglas (Nanaïmo-Cowichan-Les Îles):** Je demande au premier ministre suppléant si les discussions engagées depuis quelque temps entre la Home Oil Limited et l'Ashland Oil Incorporated du Kentucky ont pris fin et si elles ont abouti à un accord.

**L'hon. M. Sharp:** Monsieur l'Orateur, on m'apprend que les discussions se poursuivent et qu'aucune décision n'a encore été prise.

**M. Douglas (Nanaïmo-Cowichan-Les Îles):** Monsieur l'Orateur, j'ai une question supplémentaire à poser. Le 2 février, comme en témoigne le hansard à la page 2976, j'ai demandé au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources, si le gouvernement est disposé à exercer à l'égard de la Home Oil Company les mêmes pouvoirs qu'il a exercés à l'égard de la Denison Mines et le ministre m'a répondu alors:

Je ne puis parler en ce moment au nom du gouvernement. C'est une question qu'il lui appartient de trancher.

Puisqu'il y a de cela quelques jours, je voudrais que le premier ministre suppléant nous dise si le gouvernement a examiné la question et s'il peut maintenant assurer à la Chambre que le gouvernement est prêt à exercer tous les pouvoirs nécessaires, y compris demander au Parlement d'adopter une loi qui empêcherait la société Ashland Oil Incorporated du Kentucky d'acheter la Home Oil Company de Calgary.

**L'hon. M. Sharp:** Monsieur l'Orateur, je ne peux donner cette assurance. Comme l'a dit le ministre, les diverses parties, ce qui comprend le ministre, sont en pourparlers et décidées à faire l'impossible pour que cette compagnie demeure propriété canadienne. Le député

n'est pas sans savoir que dans le cas de la Denison, les autorités fédérales avaient déclaré que la production d'uranium était une activité dans l'intérêt général du Canada. Aucun problème d'autorité ne se posait par rapport à la constitution. Je ne crois pas que la situation soit aussi claire pour ce qui est du pétrole.

**M. Douglas (Nanaïmo-Cowichan-Les Îles):** Monsieur l'Orateur, puis-je demander au premier ministre suppléant si je dois interpréter ainsi ses remarques: que d'après le gouvernement, il n'est pas tout aussi important de conserver au Canada une partie de l'industrie pétrolière qui, dans un avenir prévisible, deviendra probablement la plus grande industrie au Canada, que d'assurer le contrôle d'une partie de l'industrie de l'uranium par des Canadiens?

**L'hon. M. Sharp:** Monsieur l'Orateur, comme le député le sait, les provinces pourraient présenter quelque résistance, je crois, si le Parlement devait prendre complètement sous sa coupe la question du pétrole. C'est là, selon moi, toute la différence entre le cas de l'uranium, à propos duquel une déclaration a été faite il y a bien des années stipulant que l'exploitation de l'uranium devait servir dans l'intérêt général du Canada, et le genre de situation qui prévaut actuellement dans l'industrie pétrolière.

#### LE PROJET DE MAINMISE AMÉRICAINE SUR LA HOME OIL— LES OPTIONS OFFERTES À DES SOCIÉTÉS CANADIENNES

**L'hon. Robert L. Stanfield (chef de l'opposition):** Monsieur l'Orateur, puis-je poser une question supplémentaire au premier ministre suppléant? Le gouvernement canadien a-t-il pris comme position de permettre, aux termes des lois fiscales existantes, à une autre compagnie canadienne d'entrer en concurrence avec une compagnie américaine pour prendre la direction de la Home Oil ou de toute autre compagnie semblable? Le gouvernement prétend-il que la compagnie canadienne serait à tous égards à égalité pour mener une négociation de ce genre?

**L'hon. Mitchell Sharp (premier ministre suppléant):** Monsieur l'Orateur, Votre Honneur se souvient peut-être que la même question a été posée à mon collègue, le ministre des Finances, la semaine dernière. Je n'ai rien à ajouter à ce qu'il a dit alors.

**L'hon. M. Stanfield:** Pourquoi le ministre ne veut-il pas répondre à la question?

**M. Woolliams:** Je croyais que le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources avait dit le contraire.

\* \* \*

### LE PÉTROLE

#### LES APPROVISIONNEMENTS D'OUTRE-MER—LES MESURES POUR L'EST DU CANADA EN CAS D'URGENCE— L'OPPORTUNITÉ DE CONSTRUIRE UN PIPE-LINE

[Français]

**M. Gérard Laprise (Abitibi):** Monsieur l'Orateur, je voulais poser une question à l'honorable ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources, mais, en son absence, je la poserai au premier ministre suppléant.